

## Consultation publique relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1<sup>er</sup> avril 2015

**Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un tarif identique aux PITTM de Fos et de Montoir sur le PITTM de Dunkerque ?**

L'UIC est favorable à cette proposition.

**Question 2 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant la tarification du point d'interconnexion d'Alveringem ?**

L'UIC est favorable à cette proposition.

**Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme plus souple de souscription de capacités aux PITTM ?**

Oui. Tout ce qui introduit de la flexibilité à l'accès aux terminaux méthaniers est bon, en particulier au niveau volumétrie. Sans doute d'autres modifications seront encore nécessaires dans les règles d'accès aux TM pour tenter de maintenir autant que possible la compétitivité des consommateurs industriels gazo-intensifs, a fortiori dans les années à venir où des produits manufacturés US à base de gaz de schiste aborderont les côtes européennes.

**Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode proposée par la CRE pour fixer les tarifs aux PITS de GRTgaz et de TIGF ?**

Oui.

**Question 5 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE, qui consiste à ajouter les recettes des enchères de capacités mensuelles et quotidiennes et les écarts entre redistribution et montant perçu par les GRT aux montants à reverser sur l'année suivante ?**

L'UIC est favorable à la proposition de la CRE d'utiliser la première méthode. En effet, celle-ci permet de conserver une approche du niveau de redistribution qui soit « lisible » pour tous (essentiel pour les consommateurs industriels au niveau de toute négociation, budgétisation, ...).

**Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de reconduire, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2015, les modalités de redistribution pour les capacités annuelles et trimestrielles définies dans sa délibération du 18 juin 2014 et de les étendre au PIR Jura ?**

L'UIC est opposée à une simple reconduction du mécanisme de redistribution relatif aux sur-revenus d'enchères lors de l'attribution des capacités annuelles et trimestrielles à la liaison Nord-Sud, et soutient les propositions de l'UNIDEN sur le sujet. Nous demandons que soit reconsidéré par la CRE pour l'année gazière 2016 (à partir du 1<sup>er</sup> Octobre 2015) le mécanisme de redistribution retenu pour la 1<sup>ère</sup> application sur l'année gazière 2015 (à partir du 1<sup>er</sup> Octobre 2014).

Ce mécanisme présente, malgré un souci de trouver une équité, des défauts majeurs :

1) Il ne tient pas compte de la différence fondamentale de pénalisation (induite par le coût très élevé en moyenne de la liaison Nord-Sud) entre d'une part les fournisseurs (tous soumis aux mêmes conditions de marché dans la Zone Sud, et qui peuvent répercuter plus ou moins totalement à leurs clients) et d'autre part les consommateurs industriels et en particulier les gazo-intensifs (qui sont soumis à la concurrence internationale, et *ne peuvent donc aucunement répercuter ces surcoûts à leurs propres clients* – donc dégradent ainsi la compétitivité de leurs sites dans la zone Sud).

2) Par ailleurs ce mécanisme aboutit à des coûts nets de réservation de capacité négatifs pour certains opérateurs gaziers, et en outre exclusivement pour des fournisseurs historiques. Ce fait va à l'encontre du Code de Réseau CAM (Règlement n° 984/2013/CE) qui précise en son article 26 l'utilisation obligatoire d'un prix de réserve pour toutes les enchères (celui-ci étant le tarif régulé de la capacité en question). Dans l'esprit, si l'on doit juridiquement appliquer un prix plancher au départ d'un processus d'allocation, celui-ci doit être respecté in fine dans l'application du processus. En ce, le processus actuel est juridiquement fragile face à la législation européenne, et donc susceptible de rappels importants de trop-perçu si jamais il était maintenu tel quel et a posteriori débouté.

Lors de la Consultation publique relative à la modification des tarifs ATRT5 concernant les mesures transitoires avant la création d'un PEG unique et la régulation incitative des projets Val de Saône et Gascogne/Midi, l'UIC avait déjà alerté la CRE sur les dérives du mécanisme de redistribution et celui des enchères. Par conséquent, l'UIC est favorable aux propositions de l'UNIDEN, que celle-ci a notamment rappelées dans sa réponse à la même consultation. Sans remettre en cause l'assiette des volumes bénéficiant de la redistribution (maintien à l'écart des volumes livrés par les capacités allouées en phase 1 aux gazo-intensifs), nous demandons l'amendement du processus de redistribution pour respecter les principes suivants :

- Un plafonnement de reversement pour tous (suivant Code CAM)
- Mais un plafonnement transitoirement différencié (le temps de construction du dégoulottage Nord-Sud d'ici 2018-2019 – la pré-sélection du projet par la CE dans sa liste de PCIs justifiant la recevabilité transitoire de cette différenciation), à savoir :
  - pour les volumes de consommation non gazo-intensifs de la zone « Grand Sud » : le coût net résultant (après redistribution) de la capacité Nord-Sud est limité à un plancher minimum un peu supérieur au tarif régulé (plancher fixé par la CRE)
  - pour les volumes de consommation gazo-intensifs : après redistribution limitée comme ci-dessus aux non gazo-intensifs, le solde restant du sur-revenu est alors redistribué aux gazo-intensifs, avec pour eux également un plancher minimum du coût net résultant, cette fois fixé au niveau du tarif régulé *réduit* à leur intention (cf réduction de tarif Nord-Sud demandée par ailleurs, et rappelée en réponse 8 ci-dessous -- eu égard à la relative régularité de consommation des gazo-intensifs (cf critères imposés pour obtenir le statut)).

La solution proposée par l'UNIDEN présente en outre l'avantage de s'adapter, d'une façon plus équitable que le processus actuel, à des niveaux d'enchères éventuellement fluctuants sur les années de transition à venir (qui peuvent connaître des spreads à la hausse ou à la baisse), dans l'attente du dégoulottage Nord-Sud.

**Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, de fixer le tarif de ces capacités intra-journalières au niveau du tarif des capacités journalières rapporté au nombre d'heures restantes de la journée gazière ?**

L'UIC est favorable à la proposition de la CRE pour ce qui est de la fixation du prix de réserve des enchères au fur et à mesure du déroulement de la journée gazière.

**Question 8 : Etes-vous favorable aux propositions de l'UNIDEN concernant les industriels gazo-intensifs ?**

L'UIC approuve les différentes propositions de l'UNIDEN. Celles-ci sont majoritairement centrées actuellement autour de la sauvegarde des consommateurs gazo-intensifs de la zone Grand Sud, ce qui concerne une proportion importante de sites chimiques. Au-delà de phénomènes plus ou moins conjoncturels qui réduisent parfois le spread Nord-Sud, on ne doit pas oublier que celui-ci aura été en moyenne proche de 5 €/MWh sur les 12 mois passés, soit un surcoût de 20% pour les consommateurs de cette zone. Sachant que, par exemple, le PSV italien s'est maintenant établi à TTF+2,5€/MWh (donc désormais inférieur au PEG Sud), la situation concurrentielle des industriels gazo-intensifs du sud de la France est très sérieusement mise à mal, et malheureusement probablement jusqu'à la fusion des zones.

Dans ces conditions, pour tenir compte du profil de consommation significativement plus régulier des consommateurs gazo-intensifs par rapport à la plupart des autres, tel que défini dans le statut du code de l'énergie, l'UIC demande :

- une réduction importante du tarif de transport Nord-Sud
- une réduction importante du tarif d'acheminement aval (zones Nord comme Sud)
- l'attribution préférentielle des nouvelles capacités Nord-Sud identifiées (venant augmenter les 40 GWh/j déjà à disposition pour la phase 1 des allocations annuelles), ceci permettant alors un rattachement anticipé au PEG Nord des sites concernés (dans l'attente de la fusion en 2019)
- un amendement du processus de redistribution du sur-revenu d'enchères, dans l'attente de la fusion (conformément à la réponse à la question 6 ci-dessus).

L'application de ces réductions ne doivent pas entraîner de surcoûts pour les sites reconnus gazo-intensifs en zone Nord.

L'identification et la mise à disposition physique de nouvelles capacités Nord-Sud dans les mois et années à venir risque de ne pas réduire le spread Nord-Sud. Dans ces conditions, il est nécessaire d'attribuer préférentiellement ces nouvelles capacités aux consommateurs gazo-intensifs du Sud (à titre transitoire).

**Question 9 : Etes-vous favorable à une mesure visant à étendre l'offre IAPC aux expéditeurs réservant plus de 10 GWh/j en contrepartie d'une interruptibilité liée à la disponibilité de la liaison Nord-Sud ?**

L'UIC est favorable à cette extension à la zone Sud, en contrepartie d'une interruptibilité statistiquement cohérente avec l'application en zone Nord.

**Question 10 : Etes-vous favorable à la modification de la référence (M+1 au lieu de J+1) servant au calcul des indicateurs portant sur les prévisions et les mesures des clients raccordés au réseau de transport, pour le périmètre de GRTgaz et TIGF ?**

L'UIC n'a pas d'avis sur cette question.

**Question 11 : Considérez-vous que la qualité des quantités télérelevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises aux expéditeurs le lendemain est satisfaisante chez GRTgaz ? Chez TIGF ? Etes-vous favorable à la modification de l'indicateur correspondant proposée par GRTgaz ?**

L'UIC n'a pas d'avis sur cette question.

**Question 12 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre la mise à jour régulière des cinq informations les plus importantes publiées sur SMART GRTgaz et Datagas soit créé ? Si oui, quelles informations devraient être suivies ?**

Le contenu de SMART GRTgaz et Datagas est déjà appréciable, mais une amélioration du service est souhaitée par la profession pour centraliser un maximum d'information nécessaire à connaître pour comprendre le marché. Dans ce cadre, étudier en Concertation Gaz un ou des indicateurs d'amélioration de la qualité d'information mise à disposition est donc un bon objectif.

Devront être privilégiés des progrès sur :

- en priorité la pertinence de *l'indicateur continu de déséquilibre journalier*
- au-delà, il sera souhaitable d'améliorer la mise à disposition des informations suivantes (dont leur fréquence) relatives aux flux
  - d'entrée-sortie au niveau des interconnexions avec pays voisins
  - de GNL
  - de stockages.

**Question 13 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage soit mis en place ?**

L'UIC est favorable à la mise en place d'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage. Cependant, cet indicateur ne devra pas mener à une compensation incitative spécifique -- un respect du délai de 13h étant tout simplement hautement souhaitable pour que les nominations de 14h soient pertinentes dans leur globalité.

**Question 14 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une incitation financière sur la disponibilité des capacités fermes et interruptibles à la liaison Nord-Sud ?**

L'UIC est favorable à toute solution améliorant l'optimisation quotidienne de la disponibilité de la liaison Nord-Sud. L'idée d'inciter GRTgaz sur la disponibilité totale (ferme plus interruptible) au lieu d'inciter sur la capacité ferme va donc dans le bon sens. Ceci dit, nous rappelons que (cf réponse 8), au-delà de cette optimisation quotidienne, ces augmentations progressives de capacités Nord-Sud pourraient ne pas diminuer le spread moyen Nord-Sud. Il importe donc de, transitoirement (à l'instar de la disposition « dérogatoire et transitoire » proposée par la CRE en question 9), allouer de façon prioritaire toutes les nouvelles capacités Nord-Sud aux consommateurs gazo-intensifs de la zone Sud (donc également à titre transitoire et dérogatoire).

**Question 15 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur permettant de suivre la qualité des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage ?**

L'UIC est favorable à la proposition de la CRE de créer un tel indicateur de pertinence des interventions des GRT sur le marché.

Ceci dit, il reste donc à définir les termes « significativement proche », ou « s'écarte significativement ». Dans ce cadre, l'UIC soutient les propositions suivantes :

- Définir l'un et l'autre de ces 2 seuils en un nombre de fois le « petit ajustement » appliqué le jour J
- Ne pas prévoir d'incitation financière dans un premier temps et de faire déjà un REX en fin d'année 2015 au plus tard, l'objectif étant de mesurer d'ici-là la pertinence de la proposition par les GRT d'intervenir également en dehors des horaires actuels.

**Question 16 : Avez-vous d'autres remarques?**

L'UIC insiste sur le fait que, quelles que soient les délibérations retenues par le collège de la CRE, aucune dégradation de la compétitivité des sites gazo-intensifs en zone Nord ne doit avoir lieu. Le statut de gazo-intensifs a été créé pour répondre à un problème majeur de différentiel de compétitivité entre la France et les Etats-Unis. Si le problème intérieur aux marchés en France occupe une place importante dans le choix des mécanismes à mettre en place, le contexte international ne doit pas être occulté. L'UIC demande à ce qu'aucun effet n'entraîne une augmentation des tarifs des sites reconnus gazo-intensifs dans la zone Nord.